



La gauche américaine après Bernie

Le Forum social a été pour moi une session universitaire intensive. L'un des ateliers auxquels j'ai assisté, traitait d'une convergence possible de la gauche américaine à l'extérieur du Parti démocrate. Pour les gens de gauche, ce parti n'incarne plus les valeurs progressistes. Avec le temps, il est devenu celui du statu quo qui semble ignorer la colère des masses. Aujourd'hui, la hargne des déshérités est catalysée par des candidats comme Donald Trump qui pointe des boucs émissaires à la vindicte d'une partie de l'électorat à qui on n'a jamais appris le début d'une analyse sociale ou politique de l'actualité ou de leur histoire. Heureusement, les minorités visées par les discours de l'extrême-droite, ne peuvent s'identifier au Parti républicain.

Selon Rose Brewer, professeur à l'Université du Minnesota : « Historiquement, Bernie Sander a ouvert un espace politique qui n'avait pas existé depuis fort longtemps et beaucoup d'énergie circule autour de l'idée de construire un véritable parti de gauche aux États-Unis. Nous avons besoin de réformes sociales. Les questions raciales, sociales et des femmes doivent être prises en compte par les politiciens américains. Avec Bernie, nous avons redécouvert l'usage de mots nouveaux tirés du vocabulaire socialiste pour analyser et critiquer le capitalisme et ses conséquences sociales. Pour les pauvres, les afro-américains, les

opprimés, ce discours fait plaisir à entendre parce qu'il pose les vraies questions, les vrais enjeux de société. »

Toujours selon elle : « Le système et la société sont en crise économique et idéologique. Les jeunes hommes noirs subissent un taux de chômage de 25% à 30%. Les abus sexuels et les salaires de famine ont aussi été dénoncés dans les discours de Bernie Sander. C'est la crise multifactorielle d'un système raciste et patriarcale. Nous pouvons exprimer des critiques, mais aussi construire des alternatives. Nous devons comprendre où nous sommes et vers où nous voulons aller. Les États-Unis ont été construits sur l'esclavage et le génocide des Premières Nations. La violence est inscrite dans l'ADN de l'État pour défendre et promouvoir les intérêts privés. Le système ne se transformera pas de lui-même. Le changement viendra de la base, de l'effort de nos luttes. »

Pour Bhakar Sunkara, éditeur du magazine internet « Jacobin » à New York : « Sander a réalisé que le peuple était en colère et que si vous ne vous adressez pas aux causes de cette colère, la droite occupera le terrain. Sander a commencé à répondre aux véritables enjeux et à nommer les familles les plus riches des États-Unis comme un problème davantage qu'une solution pour le pays. Il a répondu aux inquiétudes des jeunes, des populations noires et des pauvres dans un programme politique qui reflète les problèmes sociaux. »

Citant Gramsci, Sunkara poursuit : « C'est une guerre de position. » « La gauche doit prendre position et la définir même si cela doit lui coûter l'élection. Aux États-Unis, la sociale démocratie n'existe plus, elle succombe aux attaques de la droite et de l'extrême-droite. Occupons les postes électifs à la base à la grandeur de la société civile, dans les villes, les postes de députés et les gouvernements provinciaux. »

Dans un autre atelier portant sur la justice climatique et le pouvoir politique, le docteur Robbie Mahood a cité cette phrase de Karl Marx : « Le capitalisme coupe l'arbre dont il ne peut vendre l'ombre. » Selon plusieurs, nous sommes entrés dans l'anthropocène, période géologique qui correspond à l'empreinte indélébile des sociétés humaines sur la planète Terre. Le capitalisme engendre des dépressions économiques et des guerres. Il est misanthrope, il n'aime pas le genre humain. Il correspond à une idolâtrie, celle des dieux qui boivent le nectar de la vie dans le crane de leurs victimes. » Pour lui, la destruction de l'environnement procède de la nature même de ce système.

Yves Carrier

DANS CETTE ÉDITION

Spiritualité et citoyenneté	2
Le devenir du FSM	3-4
Lutte contre le libre-échange avec l'Europe	4-5
Baisse d'achalandage	6
Brésil, Démocratie en péril	6-7
Entrevue avec Dilma Rouseff	8-11
Calendrier	12

Joyeux anniversaire !!!

Nous vous souhaitons une journée remplie d'amour !!!

Jacques Grenier 02 / Guy Boulanger, 10 / Judy Miller, 12 /

Jonathan Lacasse, 18 / Jacques Archibald, 19 / Winnie Frohn, 20

N'hésitez pas à nous faire parvenir votre date d'anniversaire!



SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ

par Robert Lapointe

Intégrer l'individu à la société dans le respect de sa dignité

Comment se construit le rapport dans la société entre l'individu et l'État.

D'abord l'individu a besoin de deux éléments pour se construire : **l'affirmation de soi** et **l'intégration sociale**. Ces deux éléments concourent à la conservation et à la préservation de l'individu. Ils sont nécessaires à son épanouissement.

Cependant, ces deux éléments peuvent conduire à deux dérives nuisibles à la société autant qu'à l'individu. D'une part, la volonté de domination; d'autre part, la soumission volontaire.

L'estime de soi et la reconnaissance sociale sont désirées par l'individu au sein de la société.

Que désire la société quant à elle, l'ordre, certes, utile au bien commun, condition de la préservation de la société et de l'épanouissement de chacun.

La société a besoin dans ce contexte de l'adhésion volontaire de l'individu qui aspire à une certaine reconnaissance de la part de la société. Cette reconnaissance touche différents aspects : **la dignité, la justice et l'utilité**, ce qui revient à dire que chacun soit apprécié, ait sa place et son rôle à jouer dans le respect et l'équité.

La reconnaissance de la valeur absolue de chaque personne, de son besoin de justice, de son utilité sociale, renforce la cohérence de la société et permet la construction d'un tissu social, appelé société civile, qui a sa propre finalité, la recherche du bien commun. Elle vise, pour ce faire, à la préservation et au renforcement de l'État de droit. Ce dernier n'est possible qu'à condition qu'il y ait une société civile forte, articulée, cohérente, démocratique et responsable.

Une société civile renouvelée, inclusive, autonome, est le seul vrai sujet responsable du changement social. C'est elle qui fait l'histoire. Elle a besoin d'un discours, d'une pensée, d'une philosophie, d'une conception du monde, qui lui soit propre, promeut ses valeurs et sert ses intérêts. Elle a besoin d'une direction fondée sur l'environnement décisionnel global, c'est-à-dire sur une connaissance suffisante de la société pour savoir sur quels points il faut agir pour faire évoluer la situation et provoquer un changement qualitatif. C'est d'une direction d'un mouvement social dont nous avons besoin pour qu'un autre monde, meilleur, soit possible.

La ligue de cartes constitue un laboratoire de relations interpersonnelles afin d'harmoniser les rapports entre les différents individus qui y participent. C'est un loisir qui permet de sortir de l'isolement tout en ayant beaucoup de plaisir. L'essayer c'est l'adopter. Au 435 Du Roi les vendredis et dimanches à partir de 16.00.

Membre du conseil d'administration élus lors

de l'assemblée générale annuelle du 24 septembre 2016 :

Monique Toutant / Fernand Dorval / Jim Sheppard /

Claude Garneau / Robert Lapointe / Éric Lapointe / Gérald Doré

Le devenir du Forum social mondial par Renaud Blais

Au sujet du devenir du Forum social mondial (FSM), brièvement, j'en ai marre du point de vue de ceux qui rêvent encore de détourner la mission, et la façon de faire, des forums sociaux. Certains rêvent d'instrumentaliser les forums sociaux pour en faire un/des acteur/s politique/s. Ce n'est pas le point de vue retenu en 2003 lors de l'adoption de la *Charte du FSM*, longuement discuté en 2002 à Porto Alegre. Ce n'est pas le mien non plus, après 15 ans de suivi du PROCESSUS des forums sociaux à toutes échelles et sur des sujets précis (thématiques).

Suite à de longs débats, qui se poursuivent..., le FSM a finalement vu sa Charte adoptée en 2003. Il s'agit d'un forum SOCIAL qui se veut un « anti Davos », là où est faite la promotion de la vision d'abord sociale du monde à l'encontre de la vision économique et hégémonique du monde. Les FSM ont été mis sur pied pour mettre en valeur le point de vue et les analyses sociales de nos sociétés afin de tenter de rétablir un équilibre entre l'économique dominant et le point de vue social relativement absent surtout dans les grands médias. Il s'agit donc d'un lieu où la concertation et la mise en commun d'expériences afin de RENDRE POSSIBLE des actions mises sur pied par des coalitions ou des regroupements qui eux, comme acteurs politiques, adaptés à chaque contexte où les luttes sont possibles. Je crois, et ne suis pas seul..., que le rôle du FSM n'est pas de devenir un acteur politique. Ce rôle appartient à des acteurs politiques ponctuels (coalitions, regroupement etc.) ou aux partis politiques dans une perspective à plus long terme.

Autre exemple, un simple mot d'ordre DES MOUVEMENTS SOCIAUX durant un FSM (2002), et surtout repris par des acteurs de terrain, a fait en sorte qu'il y ait eu en février 2003 la plus importante manifestation pacifiste et anti guerre de l'histoire humaine. Est-ce que le FSM en a fait la promotion ?, NON ; ce fut des acteurs de la société civile qui eux, sur leur terrain, ont repris ce mot d'ordre qui a rendu possible ces très importantes manifestations dans un très grand nombre de pays, avec d'importants succès.

J'ai quelques questions pour ces promoteurs du *Forum social mondial* comme acteur politique.

Est-ce que notre adversaire est le Forum économique mondial (FÉM) de Davos ?

Est-ce que le FÉM prend des positions politiques ?

Est-ce que ces promoteurs de la vision économique du monde utilisent le FÉM comme porte étendard pour promouvoir les traités de libre-échange ou les Programmes d'ajustement structurels ?

Ceux qui se rencontrent à Davos annuellement ne se sont-ils pas donné des institutions à leur image pour faire la promotion de leurs intérêts égoïstes d'accaparement des richesses ?

Est-ce que l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale, le Fond monétaire international et autre institutions plus ou moins privées, plus ou moins obscures, existeraient si les participants au FÉM ne l'avaient pas souhaité et ne les avaient mis sur pied ?

Est-ce que les participantEs au FÉM seraient aussi efficaces à faire dominer leurs intérêts s'ils ne s'étaient pas créé des institutions dans le but de promouvoir leurs intérêts égoïstes ?

Alors qu'attendons-nous pour nous créer des institutions, de rues, de village, de quartier etc., pour promouvoir et faire valoir le point de vue social comme étant LE point de vue qui favorise les intérêts de la majorité de la population ? Et, par conséquent, mettre sur pied de nouvelles institutions proprement politiques, ponctuelles ou non, ou encore investir des institutions politiques existantes, dans une perspective à plus long terme.

Mon avis, partagé dans la Charte du FSM est que le FSM est un moment, un lieu qui rend possible des alliances, des coalitions, des regroupements par champs d'intérêts (écologie, droit des femmes, contre les guerres, pour le respect des cultures etc.) QUI REJOignent le monde dans leurs préoccupations immédiates. Ceci contrairement à une approche prosélyte (possédant la vérité vraie), comme ont utilisés nos missionnaires à l'époque des conquêtes. Ce ne sont que des champs d'intérêt précis qui rejoignent le monde et non pas l'élaboration d'un programme politique à 14 ou 18 chapitres qui ne produira qu'une « déclaration de plus » et ne rejoindra que très peu les gens.

(suites) Deux éléments autour de ce 12^e Forum social mondial retiennent mon attention pour fin de réflexion. Chico Withaker parle du deuxième 1%, faisant référence à nous les plus aguerris militants-activistes qui se parlent entre eux et rivalisent de prétention à posséder LA VÉRITÉ VRAI sans jamais écouter ni regarder vers le 98% qui ne savent même pas que nos prétentions sont de militer pour eux...

Riccardo Petrella a suggéré, lors d'une rencontre sur le devenir du FSM (Agora des alternatives, 13 août), de tenir les forums sociaux en deux parties. La deuxième à des fins de reprise des résultats des assemblées de convergence avec une approche politique cette fois, pour mettre sur pied des institutions avec missions proprement politiques vers des actions dans une perspective de lutte de pouvoir d'où pourrait émerger un rapport de force contre les promoteurs de la démolition de l'État social, par exemple.

Le débat se poursuit

Renaud Blais

La première version de ce texte a été rédigée en réponse à celui de Pierre Mouterde qui faisait la promotion d'une politisation du FSM. Et ma réponse a été publiée au même endroit que celui de Pierre sur *Presse-toi à gauche*. <http://www.pressegauche.org/spip.php?article27445>

Lutte contre le TTIP, l'AECG et le mécanisme de RDIE : les enseignements du Canada

Le conseil des Canadiens et des Canadiennes

Le présent document a pour objet de servir d'avertissement aux Européens qui se soucient de la santé de leur peuple, de la résilience de leurs communautés, du destin de leurs services publics et de la protection de leurs ressources naturelles.

En 1989, le Canada et les États-Unis ont signé l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALÉ). En 1994, les deux pays et le Mexique ont signé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Ces deux accords donnaient le ton à la nouvelle génération d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux, et créaient un modèle toujours largement appliqué par la plupart des gouvernements.

Dans le cadre de l'ALÉ, le Canada a perdu la majeure partie de son assise manufacturière, car les multinationales américaines ont fermé leurs usines canadiennes et les ont délocalisées. Le Canada a également cédé le contrôle règlementaire de ses réserves d'énergie. L'ALENA a introduit une nouvelle disposition, le règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE, ou ISDS pour « investor-state dispute settlement »), en vertu duquel les multinationales des trois pays auraient le droit de poursuivre les gouvernements pour des modifications apportées à des lois, politiques ou pratiques ayant un impact négatif

sur leur résultat net.

L'héritage de l'ALENA est bien vivant et bien présent dans le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP, pour « Transatlantic Trade and Investment Partnership ») entre l'Union européenne et les États-Unis, et l'Accord économique et commercial global (AECG) signé entre l'Union européenne et le Canada. Alors que ces accords exagèrent les prévisions budgétaires découlant des échanges commerciaux de plusieurs façons, ils contiennent tous deux des dispositions relatives au mécanisme de RDIE, qui sont particulièrement controversées en Europe.

En conséquence de l'ALENA, le Canada est le pays du monde développé qui a fait l'objet du plus grand nombre de poursuites en vertu du mécanisme de RDIE, et les Canadiens ont une histoire importante à partager avec les Européens alors qu'ils luttent contre le TTIP et l'AECG. Le présent document a pour objet de servir d'avertissement aux Européens qui se soucient de la santé de leur peuple, de la résilience de leurs communautés, du destin de leurs services publics et de la protection de leurs ressources naturelles.

<http://canadians.org/fr/transatlantique-accords>

Vers une 2^e édition du *Forum social des peuples* par Renaud Blais

Nous devons préparer la 2^e édition du *Forum social des peuples*, même si celui-ci ne devait jamais avoir lieu.

Après avoir été très heureux de voir, et de vivre, un premier pas franchi dans une perspective de rapprochement des « trois solitudes » Québec-Canada-Premières nations, la tenue du *Forum social des peuples* à Ottawa en août 2014 fut l'aboutissement d'un très long processus. Celui-ci doit se poursuivre.

Depuis le milieu des années 1990, le concept d'un Forum social Québec-Canada-Premières nations était né et ce ne fut que près d'une vingtaine d'années plus tard que celui-ci a finalement eu lieu. Si quelques personnes n'avaient pas rêvées de ce forum au moment où ce projet n'était qu'une utopie, celui-ci n'aurait jamais eu lieu en août 2014. Ce fut une étape très importante consacrant le désir des communautés concernées de voir leurs préoccupations mises en commun, à savoir les communautés francophones, anglophones et autochtones du Canada. Ce noble objectif est toujours d'actualité.

C'est tout au long du processus préparatoire que la diffusion et finalement la contagion de la façon de faire des forums sociaux a entamé son enracinement dans la société civile. C'est cet enracinement qu'il faut poursuivre.

Je crois très peu à l'efficacité limitée d'écrire des textes prosélytes, surtout d'un point de vue en retrait (dans les estrades, loin de l'implication mobilisatrice concrète, sans lien affectif réel de personne à personne) mais plutôt à devenir membres de groupes pour y mener l'organisation de ce type d'activité. Ce qui, comme attitude, fait en sorte que nous allons voir les gens et ne nous limitons pas à les convoquer...

Chacun chez nous, dans nos rues, nos quartiers, nos arrondissements, nos villes etc., nous devons contribuer à faire cheminer l'idée que les analyses sociales de la société doivent prendre leurs places à côté des analyses économiques pour le moment hégémoniques, jusqu'au nouvel ordre que nous sommes à construire.

Dit de façon claire, il faut commencer dès maintenant à nous préparer pour participer au 2^e Forum social des peuples pour y apporter les résultats de nos activités locales préparatoires.

Qu'est-ce qu'il peut être fait très localement pour construire des ponts entre nos trois solitudes ?

Il me semble qu'il serait facile de prévoir inscrire à l'agenda des organismes et des regroupements où nous sommes membre une/des séance/s dans l'esprit de la préparation de la 2^e édition du futur *Forum social des peuples* canadiens visant le rapprochement entre les trois solitudes. Le contenu de ces activités est, on ne peut plus simple. D'abord, quelles en sont nos perceptions et ensuite quelle seront nos apports, en termes d'expériences vécues (échecs et réussites), accumulées au cours des dernières années ou nos projets pour les années futures ? Tous ceci dans le but de favoriser les convergences d'intérêt devant les luttes à mener.

Il n'y a rien d'urgent, si on commence maintenant à en parler, et continuons à planifier des actions communes, nous y arriverons un jour.

À nos marques

Renaud Blais

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8202>

La démocratie en péril au Brésil

par Guy Roy

Du Réseau de solidarité avec l'Amérique Latine et les Caraïbes de Québec RESALCQ

Voilà, c'est fait. On annonce dans tous les grands journaux de papier ou télévisés que Dilma Rousseff a été démise. Avec toute sorte de nuances comme quoi c'est le résultat d'un coup d'État constitutionnel ou qu'il s'agit de manoeuvres de politiques tout aussi corrompus qu'elle, comme si sa défense n'était pas le plaidoyer le plus éloquent de son innocence. Et de fait, comme il n'y a pas eu preuve de quelconque crime de sa part, elle demeure éligible à tous les postes électoraux.

On l'a dit, Dilma Rousseff a été de tous les combats contre les dictateurs brésiliens et elle a fini par succéder à Lula. À leurs deux, le Brésil pauvre est sorti partiellement de la misère qu'entretenait la puissante oligarchie de droite brésilienne depuis des lustres. L'accès à l'université a été élargi à toutes les classes sociales. Une certaine prospérité a fait parlé du Brésil

comme d'un pays émergent. i.e. que son image de néo-colonie, où une classe de grands propriétaires terriens et de militaires faisaient la loi et l'ordre, s'est transformée en ce que nous associons à une relative prospérité dans nos pays : des emplois nouveaux, une économie sortant de la dépendance, une richesse nouvelle à partager, des institutions moins corrompues, une démocratie revivifiée, ...

Tout ce dont un pays peut rêver pour parler d'émergence dans un monde divisé entre nations riches et nations pauvres, le Brésil semblait le connaître avec le Parti des Travailleurs dont l'ascension au pouvoir avait été suivi par les syndicalistes, les paysans sans terre, dans les favelas ou bidons-villes, dans la jeunesse, parmi les moins nantis du Brésil, dans les communautés ecclésiales de base et chez les artistes qui ont massivement protesté contre le coup d'État.

Baisse d'achalandage du Réseau de transport de la Capitale en 2015

Par Monique Toutant

Je viens de lire l'article de Camille B. Vincent, *La baisse de l'achalandage du RTC*, publié dans Le Soleil, le 31 août 2016. Madame Vincent nous y informe que selon le rapport annuel de la société, le nombre d'utilisateurs/utilisatrices aurait diminué de 3% en 2015. Je ne suis pas surprise de constater cette baisse. Je ne comprends pas qu'une idée très simple n'ait pas encore traversé l'esprit des administrateurs/administratrices. S'ils souhaitent rehausser le nombre d'utilisateurs, pourquoi ne songent-ils pas à diminuer les coûts du passage pour les personnes à faible revenu. En tant qu'utilisatrice du transport en commun, je pense qu'avec tous les changements de parcours, l'ajout de nouveaux abribus et d'autobus hybrides, du système nomade, du réseau internet, et plus, beaucoup de gens ne savent plus où donner de la tête. Pour expliquer cette baisse d'achalandage, il ne faudrait pas sous-estimer la hausse du laissez-passez mensuel qui, année après année, devient de plus en plus difficile à assumer pour les personnes à faible revenu. Il faudrait que les décideurs politiques pensent à ceux et celles qu'ils laissent de côté sur le bord de la route, parce qu'ils ne peuvent même pas se permettre d'acquiescer un laissez-passez mensuel. En plus de faire un effort dans le sens de réduire leur impact environnemental, ils rempliraient leur mission sociale d'offrir un service de transport en commun à tous ceux et celles qui en ont véritablement besoin. Il faut revoir le coût du laissez-passez général et aîné afin que la population puisse prendre le transport en commun sans aucun souci.

Monique Toutant, Québec, 3 septembre 2016

La démocratie en péril au Brésil

par Guy Roy

Du Réseau de solidarité avec l'Amérique Latine et les Caraïbes de Québec

La droite rongeaient son frein, toute à la hâte de se défaire de ce qui érodait ses privilèges pendant que les politiques du Parti des Travailleurs assuraient à l'économie d'ensemble un élan nouveau vers la prospérité. Le Brésil suscitait l'envie du monde et se plaçait désormais parmi ceux dont il faut compter l'influence dans les différents traités économiques internationaux. Comment ne pas faire le lien entre cette situation et l'élection d'un gouvernement de gauche et progressiste qui a à cœur le bien commun plutôt que les éternels vaches sacrées et les acquis des privilégiés ?

Politiquement, les moyens dont a disposé la droite pour son coup d'État ont été mis en place par Lula pour combattre la corruption. C'est ainsi que peut paraître se renverser contre la gauche des réformes qu'elle promeut pour améliorer les choses. Mais il faut aller plus loin dans l'analyse et ne pas se laisser bernier par les apparences.

Plusieurs ont observé que le système juridique s'est tout à coup politisé radicalement pour refermer son piège contre le régime de gauche. On a vu de multiples juges, assesseurs, magistrats trouver tout à coup à la gauche des défauts impardonnables qu'ils laissaient impunis quelques temps auparavant. Tout à coup les lois nouvelles édictées par les nouveaux gouvernements ont été appliquées à l'encontre et avec parcimonie à des élus de gauche et particulièrement contre Dilma Rousseff.

Par dessus tout, des alliances ont éclatées qui laissent entrevoir des carrières nouvelles à droite ouvrant des opportunités d'accès au pouvoir que certains n'auraient pas eu sans leur élection à gauche dans le vent de changement qui soufflait sur le Brésil. Des carrières s'épanouissent à droite dont le strapontin était de gauche. Et un vent contraire souffle, mais teinté de l'opportunisme qui fait passer de la gauche à la droite sans que se posent les questions de moralité politique devant prévaloir à ces choix de changer de camps.

Dilma ira en Cour Suprême. Cette voie légale aura-t-elle vertu de calmer la grogne populaire contre le coup d'État ?

La Brésil évitera-t-il la vindicte internationale de ses paires ? Des ambassadeurs de l'Équateur, du Venezuela, du Nicaragua ont quitté le pays. Le El Salvador étudie la question. La lutte semble loin d'être close comme on le laisse entendre souvent dans nos propres médias car on y néglige ce qui a changé profondément en Amérique du Sud ces dernières années : une volonté d'indépendance, notamment par rapport au grand frère étasunien, rarement vu dans le passé. Une même volonté de voir à ses propres affaires sans les ingérences qui avaient si lourdement favorisé les militaires dans une gestion réactionnaire, autoritaire et de contrôle téléguidée de l'extérieure.

Voilà bien qui pourrait marquer le destin de l'Amérique du Sud et du Brésil même dans les conditions où la droite reviendrait au pouvoir. Elle n'y reviendrait pas sans que des institutions politiques nouvelles, comme ces partis de gauche ayant connu le pouvoir et y aspirant à nouveau, n'aient laissé une empreinte indélébile sur les sociétés sud-américaines. Ce sont les progrès que laissent habituellement derrière eux, quand ils ne sont pas complètement démoralisés et laissés divisés par les défaites, les partis sociaux-démocrates, de gauche ou révolutionnaires. Ou en tout cas ce que leur apparition et pérennité reflètent en politique des progrès et des aspirations nouvelles parmi les couches populaires au fil des montées de la colère face au mépris, à l'indigence ou à la violence arbitraire.



Entrevue avec Dilma Rousseff, L'Humanité, entretien réalisé par Anne Vigna

« Dehors, Temer ! » Depuis le coup d'état mené contre Rousseff, les grandes villes, ici São Paulo, exigent la tenue de nouvelles élections. Six jours après sa destitution, imposée par un coup d'état, et quelques minutes avant son départ de la résidence de l'Alvorada, à Brasilia, l'ex-présidente Dilma Rousseff a accepté de répondre aux questions de « L'Humanité Dimanche » (HD).

Au bout de deux années de lutte incessante, depuis sa réélection par 54 millions de Brésiliens, et 9 mois de procédure, à 68 ans, cette figure de la gauche, torturée sous la dictature, rejoindra Porto Alegre (sud) et sa famille. Elle revient sur les manœuvres antidémocratiques de la droite, les erreurs et les avancées réalisées durant son mandat.

Dilma Rousseff (D.R.): « La répression va augmenter; ceux qui sont au pouvoir ne supportent pas que soit révélée leur nature de putschistes. »

HD : Depuis votre destitution, il y a des manifestations dans les grandes capitales du pays avec souvent une violente intervention de la police ces derniers jours, en particulier à São Paulo. Est-ce que vous craignez la violence alors que Michel Temer, le nouveau président, a dit qu'il ne tolérerait plus de se faire traiter de « putschiste » ?

D. R. Je crois que, quand un pays se retrouve face à un putsch, un putsch basé sur une fraude comme l'est ma destitution puisque je n'ai commis aucun crime (de responsabilité), et quand ce pays se retrouve gouverné par un gouvernement illégitime, putschiste et usurpateur, il se produit souvent une forte révolte populaire, en particulier pour défendre une démocratie qui nous a tant coûté à conquérir (le Brésil était gouverné par un régime militaire entre 1964 et 1985 NDLR).

Quand nous sommes dans un cas de rupture démocratique, de coup d'État, la tendance est de réprimer ces manifestations. Quand j'étais présidente, il y a eu des centaines de manifestations contre moi et il n'y a jamais eu de répression, parce que je n'étais pas gênée par ces manifestations (en mars dernier, au moins 3 millions de Brésiliens avaient manifesté pour sa destitution NDLR). Mais pour des putschistes, c'est autre chose, ils se sentent attaqués dès qu'ils se font

traiter de putschistes. Donc, que fait un gouvernement illégitime ? Il réprime de manière absurde, à tel point qu'une jeune fille vient de perdre un œil. Donc, oui, je crois que la répression va augmenter car ceux qui ont pris illégalement le pouvoir ne supportent pas que leur vraie nature de putschistes soit révélée aux yeux du Brésil et du monde entier.

HD. Vous avez dénoncé un coup d'État parlementaire contre vous. Pensez-vous qu'il s'agit du même processus qui a eu lieu contre le président Manuel Zélaya au Honduras, en 2009, et Fernando Lugo au Paraguay, en 2012, tous deux destitués par leur Parlement ?

D. R. Je dirai que c'est le même type de putsch parlementaire, en effet. Même si chaque pays a sa propre histoire. L'Amérique latine a vécu des dictatures militaires dans les années 1960 jusqu'aux années 1980. L'oligarchie a dans ces pays utilisé l'armée pour s'approprier le pouvoir et faire tomber des régimes de gauche, élus pour leurs projets populaire et démocratique affirmant le droit des travailleurs. Pour expliquer ce coup d'État, j'utilise souvent la métaphore de l'arbre. Si vous considérez que la démocratie est représentée par un arbre, le coup d'État militaire est comme une hache qui coupe, non seulement les branches, qui représentent le gouvernement, mais aussi le tronc, qui est la démocratie. C'est ce qui s'est passé dans mon cas et comme, en effet, avec Manuel Zelaya au Honduras et Fernando Lugo au Paraguay... mais aussi avec les tentatives infructueuses de renverser Evo Morales en Bolivie et Rafael Correa en Équateur. Dans ces cas-là, si l'on reprend la métaphore de l'arbre qui représente la démocratie, vous n'avez pas une attaque à la hache, mais c'est une attaque pernicieuse de champignons et de parasites dans l'arbre qui s'approprient les institutions. Au Brésil, ce processus porte le nom de coup d'État parlementaire qui est une autre combinaison de forces au service de l'oligarchie.

Entrevue avec Dilma Rousseff, L'Humanité, entretien réalisé par Anne Vigna

Le but de cette alliance entre l'oligarchie traditionnelle, les médias car, ici, seulement 5 familles contrôlent la majorité des médias et ceux qui ont perdu 4 élections présidentielles de suite contre le Parti des travailleurs, qui n'ont pas de force politique, ni de votes pour l'emporter, est de pouvoir prendre le pouvoir de manière illégale.

HD. Quelles erreurs pensez-vous avoir commises pour vous retrouver dans cette situation, vous et le Parti des travailleurs (PT) ?

D. R. La plus évidente est de m'être trompée en choisissant mes partenaires, ceux qui m'ont trahie aujourd'hui (Michel Temer était son vice-président et il l'a abandonnée en mars NDLR). Je regrette aussi des choix économiques : une de nos premières actions pour contrer la crise économique a été de mettre en place un important programme d'exonérations fiscales. Mais les bénéficiaires de ces exonérations n'ont ni créé d'emplois ni investi. Et je tiens à le dire aujourd'hui parce que beaucoup de pays sont tentés de réaliser des politiques d'exonérations fiscales alors que ces politiques ne donnent pas le résultat espéré pour le reste de la société. Enfin, j'aurais aimé encore faire mieux dans beaucoup de domaines, notamment dans la question sociale. Sur la question du scandale de corruption au sein de Petrobras (l'enquête Lava Jato), il a été prouvé que des membres du Parti des travailleurs étaient impliqués et ils sont en train de payer pour cela. Mais le PT n'est pas le seul impliqué ; par contre, il est pour l'instant le seul inquiété. « L'enquête Petrobras a avancé grâce à la loi anticorruption. Le PT n'est pas le seul impliqué mais le seul inquiété... »

Cette enquête a avancé car nous avons créé, avec le président Lula, des lois qui permettent de combattre la corruption. C'est nous qui avons notamment créé la législation pour la « dénonciation récompensée » (le délateur qui dénonce le système

de corruption verra sa peine fortement baissée, un mécanisme qui a permis d'avancer très rapidement dans l'enquête sur Petrobras NDLR). Si la loi est la même pour tous, on doit aussi enquêter sur les autres partis. Parce que, désormais, il est évident que ce scandale de corruption ne concerne pas seulement le Parti des travailleurs. HD.

HD Quel regard portez-vous sur votre bilan à la tête du pays ?

D. R. Je suis très fière d'avoir retiré le Brésil de la carte des pays souffrant de la faim. Je suis très fière d'avoir fait reculer l'extrême pauvreté. Jusqu'au gouvernement du président Lula (2003-2011), les programmes sociaux qui étaient implantés au Brésil étaient petits, quasi des programmes pilotes, incapable de produire un effet significatif contre la misère et la faim. Dans un pays de 200 millions d'habitants, ces programmes touchaient de 50 000 à 100 000 personnes. Nous au contraire, pour retirer le pays de la carte de la faim, nous avons fait des programmes sociaux à grande échelle, des programmes massifs, qui ont permis à 40 millions des personnes de sortir de la pauvreté.

Je crois que nous avons aussi beaucoup avancé sur la question des femmes. Nous avons créé un ministère des Femmes et mis en place des lois contre la violence faite aux femmes. Ensuite, tous nos programmes sociaux sont dirigés vers les femmes.



Entrevue avec Dilma Rousseff, L'Humanité, entretien réalisé par Anne Vigna

D.R. Ce sont les femmes, et non les hommes, qui reçoivent les bénéfices du programme bourse familiale (Bolsa familia), afin que les enfants profitent vraiment de cette aide. Même chose pour notre programme d'accès au logement (Minha Casa, Minha Vida) : c'est la femme qui devient la propriétaire ! 80 % des Brésiliens gagnent l'équivalent de 2,5 fois le salaire minimum (soit 580 euros), un salaire insuffisant pour avoir accès à un crédit immobilier. Ils sont donc contraints de vivre en favela ou dans des zones précaires. Donc, ce programme est fait pour toutes ces familles... mais c'est la femme qui est la première bénéficiaire et, avec elle, toute la famille. D'autre part, dans mon gouvernement, les femmes ont occupé des postes inédits. Pas seulement celui de chef de l'exécutif, mais aussi la présidence de Petrobras, la direction de nos grandes banques publiques, ou encore le ministère de la Planification. Pour moi, il y a eu une très nette émancipation des Brésiliennes, ces dernières années, même si, bien sûr, il reste encore beaucoup à faire.

HD. Que pensez-vous du programme de Michel Temer, qui a déjà annoncé une réforme des retraites, des coupes importantes dans les budgets sociaux et des privatisations ?

D. R. Je crois qu'il s'agit d'un grand pas en arrière. En deux mois au pouvoir, ce gouvernement a déjà démonté plusieurs programmes sociaux importants. Par exemple, il a interrompu le programme d'accès au logement que je décrivais précédemment, mais aussi des programmes d'aide à l'éducation, ce qui me semble réellement absurde étant donné notre retard en la matière : il vient d'interrompre le programme pour l'alphabétisation, l'éducation technique destinée tant aux jeunes qu'aux travailleurs et un programme d'excellence scientifique pour les chercheurs. Sa politique menace beaucoup de droits acquis pour les travailleurs. Et la réforme des retraites, immédiate, sans période de transition, risque de paupériser une large partie de la population. Enfin, il y a aussi toute la question de la privatisation de Petrobras et de l'exploitation des réserves de pétrole sous la mer (réserves dites du Préal, sous une épaisse couche de sel, et découvertes en 2005 NDLR). Ils vont très certainement changer les règles

d'exploration de ces réserves en ôtant à Petrobras ses avantages. Nous pensons que chaque pays doit veiller à son intégrité territoriale, veiller à protéger et garder le contrôle de ses ressources naturelles et minières qui font partie de son patrimoine. Nous sommes donc, bien sûr, contre sa politique.

HD. Et selon vous, comme va réagir la population ?

D. R. Au Brésil, nous avons réussi, ces 13 dernières années, à implanter un processus de réduction des inégalités à contre-courant de ce qui se faisait partout ailleurs. Nous avons de plus en plus conscience que la globalisation ne peut plus être ce régime où les gagnants ne sont que 1 %, ou 0,5 % de la population, et le reste, est laissée de côté. « Face à la crise, l'erreur a été la mise en place d'exonérations fiscales. Les bénéficiaires n'ont pas créé d'emplois. »

Aujourd'hui, le monde se rend compte que si on ne change pas cette inégalité, nous allons vers des solutions de plus en plus, disons, « problématiques », comme la poussée de l'extrême droite que l'on voit partout : en Allemagne récemment, lors de la sortie du Royaume-Uni de l'UE, avec l'émergence d'un Trump contre un Bernie Sanders, ou le fait de faire porter aux migrants la responsabilité de la crise économique. Nous assistons, au Brésil aussi, à une vague conservatrice avec les partis de droite liés aux églises évangéliques, qui prennent du poids. Défendre le retour des militaires au pouvoir était quelque chose d'inconcevable au Brésil, il y a encore peu, mais cela s'est vu à plusieurs reprises cette année. Un député a même dédié son vote, lors de ma destitution, à un des pires bourreaux de la dictature militaire, accusé de torture mais aussi de crime, c'est quelque chose que l'on n'avait jamais vu avant et qui me semble très préoccupant (Dilma Rousseff, ancienne militante sous la dictature, a été emprisonnée pendant 3 ans et torturée à de multiples reprises NDLR). Mais il y a une lumière à la fin du tunnel. La jeunesse, celle qui se lève maintenant pour défendre la démocratie, contre Michel Temer, et réclamer toujours plus de droits, n'accepte pas un gouvernement de Temer sans femmes, ni Noirs.

Entrevue avec Dilma Rousseff, L'Humanité, entretien réalisé par Anne Vigna

D.R. En 2010, lors du dernier recensement de la population, 50 % des Brésiliens s'étaient déclarés afro-descendants, et cela montre une estime de soi qui n'existait pas avant car l'esclavage, qui a duré jusqu'au XIXe siècle, a laissé des séquelles et a donné des privilèges immenses aux Blancs dans notre société.

« Le peuple a acquis de nouveaux droits, une estime de soi. Il n'acceptera plus si facilement les reculs sociaux. » Un privilège que l'on retrouve encore aujourd'hui dans des clubs pour riches de Rio de Janeiro, où les domestiques qui s'occupent des enfants ne peuvent ni s'asseoir, ni utiliser les toilettes. Ces privilèges se voient aussi dans cette honte nationale que sont les « ascenseurs de service » dans les immeubles. Soit, un ascenseur pour les Blancs, et un autre pour le personnel de service et les Noirs... chacun doit être à sa place et ne pas se mélanger. C'est pour cela que la loi sur les quotas raciaux à l'université est si importante !

On l'a mise en place en 2012 et il est fantastique de voir qu'elle a changé la couleur de la population qui va à l'université. Dans le même ordre d'idées, la population privilégiée se plaint de devoir voyager en avion avec une nouvelle classe sociale : une des critiques les plus lamentables entendues sur mon gouvernement et celui de Lula est que nous avons transformé les aéroports en gares routières. Et c'est vrai que nous avons dû investir dans les aéroports, et pas seulement pour accueillir les grands événements que sont la Coupe du monde et les jeux Olympiques, mais parce qu'il y a eu un flux énorme de nouveaux voyageurs. Tous ces changements ont révolutionné le Brésil et je suis certaine que la population, qui a acquis de nouveaux droits, ne va pas accepter si facilement tous les reculs sociaux, politiques, économiques qui nous attendent. Il va y avoir beaucoup de luttes, au Brésil, je suis sûre de cela.

...

Quand Dilma entame son second mandat, en janvier 2015, l'économie brésilienne est en perte de vitesse. Elle est accusée d'avoir menti durant sa campagne sur la situation économique. Et ses relations avec le Congrès sont exécrables. Très vite la FIESP, puissante organisation patronale de São Paulo, participe au mouvement de destitution. Des


organisations dites citoyennes, liées aux partis de droite, appellent à protester « contre la corruption », dont le Parti des travailleurs (PT) serait le grand responsable.

Un discours alimenté par les médias qui font du juge Moro responsable de l'enquête sur la corruption liée à Petrobras un héros national. Or sa partialité est évidente : en deux ans, seuls des membres du PT ont été poursuivis. Le PMDB (parti de Michel Temer) et le PP (Parti populaire), qui faisaient partie de la coalition au pouvoir, ne sont toujours pas inquiétés. Le 23 mai, des conversations entre plusieurs ténors du PMDB sont rendues publiques : on les entend expliquer qu'il faut se débarrasser de Dilma pour « stopper l'hémorragie » provoquée par l'enquête. Déjà l'un d'entre eux, Eduardo Cunha, à la tête du coup d'état, vient d'être déclaré inéligible jusqu'en 2027.

La régression sociale est en marche. À peine une semaine après le putsch contre Dilma Rousseff entériné par le Sénat, le gouvernement du président par intérim Michel Temer (PMDB) vient d'annoncer un plan drastique d'austérité. De retour au pouvoir, la droite, qui pourrait gouverner jusqu'en 2018, entend faire voter un amendement constitutionnel pour inscrire l'interdiction de toute augmentation des dépenses publiques durant 20 ans ! Ce n'est pas tout, raconte José Reinaldo Carvalho, du Parti communiste du Brésil (PCdoB) : « Ils veulent s'attaquer à toutes les avancées sociales comme la Bolsa familia (aide sociale en direction des familles les plus pauvres), réformer le marché du travail en rallongeant sa durée, affaiblir les droits des salariés et imposer une réforme des retraites. »

D'importantes privatisations sont également à prévoir dans le secteur de l'énergie, avec la vente de gisements de pétrole et des compagnies d'électricité, dans les transports, avec la vente des aéroports de Rio et São Paulo et des autoroutes, dans l'agriculture et dans les entreprises publiques comme la poste...

Magazine : « L'Humanité Dimanche », France Du 15 au 21 septembre 2016, pages 4 à 8, et page Une. Source www.humanite.fr
MONDE / GRAND ENTRETIEN

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
 <p>Les événements engagés de la Capitale-Nationale et plus !</p> <p>Média de la démocratie en action</p> <p>www.reseauforum.org</p> <p>Le seul média pour une vue d'ensemble des activités socio-politiques et communautaires : arts engagés, solidarité locale et internationale, défense des droits, démocratie, écologie ... — manifestations, conférences, ateliers, etc.</p>			05	06	07 Rencontre au Vieux couvent de Neuville	08 Rencontre au Vieux couvent de Neuville
			info@esapceartnature.com			
09 Rencontre au Vieux couvent de Neuville	10 Action de grâce	11 Groupe Hibiscus (sur le deuil) 13h30 2120 rue Boivin, Maison de la famille de Louis Hébert 418 681-0141	12	13 Salon du communautaire à Ste-Foy 18h00 à 20h Centre d'éducation des adultes, 965 rue Valentin	14	15 14h00 à 15h00 Émission le Grain de sable à CKRL 89.1 FM
16	17 Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté Centre Frédéric Back, 13h00 à 16h30	18	19	20 Lancement du Rapport d'enquête du CAPMO sur l'accessibilité sociale au transport en commun 19h00, Tam tam café	21	22
23	24 Atelier d'introduction à la simplicité volontaire 19h15 Centre Lucien Borne, local SS 210 C	25	26 Cercle littéraire Gabriel-Garcia- Marquez Bibliothèque Gabrielle-Roy 19h00	27	28	29
30	31 Halloween	01	02	07	08	09